

«Des médailles pour stimuler la pratique du sport»

Respectivement président et CEO du Comité olympique et interfédéral belge (COIB), Pierre-Olivier Beckers et Philippe Vander Putten estiment que gagner des médailles aux Jeux Olympiques n'est pas une fin en soi, mais le meilleur moyen de créer un esprit d'émulation et amener les Belges à faire du sport. *Par Jean-François Sacré*

Dans une semaine débute à Rio de Janeiro les XXI^e Jeux Olympiques d'été. Pendant 15 jours, l'événement va attirer l'attention médiatique du monde entier, hélas pas uniquement pour des motifs purement sportifs. Pierre-Olivier Beckers (ex-CEO de Delhaize) et Philippe Vander Putten (ex-Proximus, Brussels Airlines), respectivement président et CEO du Comité olympique et interfédéral belge (COIB), évoquent les enjeux du plus grand événement sportif mondial (avec la Coupe du Monde de football) sur le monde du sport en Belgique.

Quelles leçons avez-vous tirées du bilan mitigé des JO de Londres à l'issue desquels la Belgique n'a récolté que trois médailles et ne s'est classée que 60^e?

Pierre-Olivier Beckers Ce qu'on a fait après Londres était dans la continuité des réflexions post-Pékin en 2008. À savoir, continuer à sensibiliser tous les acteurs du sport de haut niveau pour coordonner nos efforts, malgré la réalité institutionnelle du pays. Il y avait une approche trop «court-termiste» de la part des autorités politiques et des administrations du sport, qui ne mettaient le paquet que bien trop tard, 12 à 18 mois seulement avant les Jeux. On ne forme pas un athlète olympique dans un tel laps de temps, même avec beaucoup d'argent. À Londres, on a vu que de plus en plus de pays gagnaient des médailles, alors que nous régressions dans le classement des pays médaillés. La concurrence est de plus en plus forte, il faut donc frapper encore plus fort. Aujourd'hui, ce qui a le plus changé, c'est que nous ne travaillons plus en vase clos. Depuis 2012, on a accéléré le travail de la plateforme olympique, créée en 2010 et qui regroupe les communautés, leur administration et le COIB autour de grands projets et une vue à plus long terme

Vous avez obtenu plus de moyens financiers?

POB Non, les moyens sont restés les mêmes; ce qui, quelque part, est déjà positif après la crise financière, alors que les différents niveaux de pouvoir ont dû faire des économies budgétaires. Le subside structurel de la Loterie a été raboté. Mais elle nous a

soutenus sur des dossiers spécifiques. Le budget total du sport de haut niveau est donc resté le même. En réalité, plus que de nouveaux moyens, il y a eu une meilleure planification autour de projets spécifiques.

C'est-à-dire?

POB Le plus important, c'est que les communautés ont concentré leurs moyens et fait des choix. Elles ont fixé des priorités à leur administration du sport, alors qu'avant on saupoudrait les moyens à l'ensemble des sports, avec cet inconvénient qu'en fonction des relations interpersonnelles ou de l'influence de certains dirigeants, des fédérations recevaient des moyens parfois démesurés par rapport à leur taille. À présent, on a fait le choix d'une dizaine de sports (football, hockey, cyclisme, athlétisme, judo, gymnastique...) et les moyens sont focalisés sur ces sports-là. Mais, si un athlète d'un autre sport sort du lot et se dirige vers le top mondial, il est également soutenu. Je songe à Lionel Cox, en tir, qui a gagné l'argent à Londres, ou Filip Milanov, vice-champion du monde de lancer du disque, une discipline que nous ne soutenions pas spécifiquement au sein de l'athlétisme.

Des études montrent, malgré tout, une corrélation claire entre l'argent investi dans le sport et le nombre de médailles. Au vu des performances belges aux Jeux, cela veut dire que les pouvoirs publics ne mettent pas assez d'argent dans le sport?

POB J'en suis convaincu. Même s'ils commencent à comprendre l'importance du sport de haut niveau en termes d'émulation, de locomotive, de création d'image et de rayonnement pour le pays, alors qu'avant ils misaient sur le sport pour tous. Les budgets ne suivent pas la transformation des mentalités. C'est décevant. Mais il faut être réaliste. À défaut d'augmenter les budgets, il vaut mieux, comme je l'ai dit, coordonner nos efforts, éviter les doublons, que ce soit en termes d'infrastructure, de coaching, ce qui permet d'économiser de l'argent. Autrement dit, notre stratégie n'est pas conçue dans l'espoir de recevoir 3 à 4 millions de plus des autorités.

Comme les pouvoirs publics n'ont pas augmenté leur soutien au COIB, vous

avez dû aller chercher de l'argent auprès du privé?

Philippe Vander Putten Oui, car préparer les Jeux et y aller cela coûte cher, surtout à Rio. Nous avons donc dû lancer de nouvelles initiatives marketing pour y arriver. Aux quatre «gold» sponsors (Delhaize, EY, AG et Belfius, NDLR), qui versent chacun 300.000 euros par an, sont venus s'ajouter ceux qui ont adhéré à notre programme de marketing «Road to Rio», qui nous a permis d'augmenter de 30% nos revenus tirés du sponsoring. Cela nous a permis de récolter 3 millions, entre 2014 et 2016. On a aussi mené des actions sur le terrain, comme un tournoi de golf ou un catwalk avec les athlètes, nous avons développé des produits de merchandising sous la bannière du Team Belgium, tandis que la Monnaie royale a frappé des pièces d'euros également à l'effigie du Team Belgium. Sans toutes ces initiatives, nous n'y serions pas arrivés.

Que vous coûtent les JO de Rio?

PVDP Il faut compter 3,2 millions, contre 1,8 million pour les Jeux de Londres, avec une délégation assez similaire au niveau du nombre d'athlètes (109 athlètes contre 115 à Londres, NDLR). Cela s'explique par le fait qu'il y aura une équipe en moins, celle de hockey féminin, mais plus d'athlètes individuels, donc plus de coaches, de préparateurs physiques, de sparing partners, etc. Au total, nous serons 250.

Beaucoup de ces gens ne logent pas au village olympique et nous devons donc les prendre en charge. Et puis surtout, Rio, c'est loin. Il faut arriver plus tôt afin de gérer le décalage horaire et les conditions climatiques. Sans compter les faux frais imposés par les organisateurs, qui sont parfois scandaleux. Pour l'anecdote, le comité organisateur facture la simple imprimante plus de 1.000 euros!

Quelles sont les ambitions de la délégation belge à Rio?

POB Nous visons trois à cinq médailles. Vu nos performances passées et la concurrence de plus en plus importante, trois médailles, ce serait normal. Moins, ce serait décevant. Plus, ce serait formidable. La société de statistiques sportives Gracenote pronostique, quant à elle, quatre chances de médailles pour la Belgique, mais elle ne compte pas,

par exemple, l'équipe de hockey, qui est au top 5 mondial et potentiellement médaillable elle aussi. Ceci dit, au-delà des médailles, notre vrai travail, c'est de faire en sorte que l'athlète arrive dans le top 8 de sa discipline ou dépasse ses performances passées.

Mais, pour le grand public, arriver dans le top 8, cela ne veut rien dire, seules les médailles comptent...

POB Je suis d'accord avec vous: pour le

Philippe Vander Putten (à g.) et Pierre-Olivier Beckers (à dr.) sont à la tête du Comité olympique et interfédéral belge. Des ex-patrons de haut vol qui ont permis au COIB de boucler son budget. © TIM DIRVEN

grand public, la médaille fait toute la différence. Mais créer les conditions pour arriver en finale olympique, c'est déjà une fameuse performance!

Toutes les médailles ont-elles la même valeur?

POB Oui, même si les médailles gagnées en équipe – que ce soit le 4 x 400 mètres, les relais en natation ou l'équipe de hockey – ont peut-être un petit plus, car il y a le côté collectif: c'est tout un pays qui gagne. Et puis, il y a des médailles, comme l'argent remporté à Londres par le tireur Lionel Cox, qui incarnent bien les valeurs olympiques: c'est un amateur, dans une discipline peu médiatisée, qui ne se prend pas au sérieux. C'est cela aussi la magie des Jeux: mettre en lumière des sports méconnus.

Les résultats aux Jeux et dans les grandes compétitions influencent-ils la pratique sportive, les affiliations dans les clubs?

POB Tout à fait. Oui, on l'a vu dans le tennis, la gymnastique ou le hockey, sport

pour lequel le nombre de membres a doublé en quelques années. Le défi, c'est que les infrastructures suivent. Surtout dans des sports plus petits. Pour un comité olympique, la médaille n'est pas une fin, mais un moyen d'encourager la pratique du sport, à se sentir bien, à être mieux dans sa peau. Cela s'est vu en Angleterre, au lendemain des Jeux de Londres. Les Anglais ont remporté un très grand nombre de médailles, cela a boosté le sport dans ce pays et déteint sur son économie, avec un nombre record de créations d'entreprises et une hausse du PIB. Chez nous aussi, la pratique du sport augmente, mais pas forcément via les clubs. Songez, par exemple, au boom du jogging. Il suffit aussi de voir la croissance d'une chaîne de magasins comme Decathlon.

Vous évoquez la question des infrastructures, qui est criante en Belgique. Avec le stade national, le Mémorial Van Damme,

vitrine de l'athlétisme en Belgique, pourrait disparaître...

PVDP Nous soutenons ce stade, mais nous avons bien compris que le voir entouré d'une piste n'est pas une option, ceci au-delà de toute considération financière. On a donc réuni les différents acteurs autour du dossier Van Damme: les organisateurs, la fédération d'athlétisme, les ministres des Sports, la Région, la Ville, le club occupant le stade Roi Baudouin, l'Excelsior. Mais aujourd'hui, il n'y a pas encore de solution. On examine différentes options, un cahier de charges a été défini. On peut imaginer des infrastructures temporaires, mais il y a aussi des enjeux de mobilité, de sécurité...

Et le projet de Jacques Borlée, de développer un centre national de haut niveau?

PVDP C'est un projet que nous soutenons.

Une étude menée par Beliris et réalisée, entre autres, par Deloitte et la VUB va démarrer afin d'identifier les endroits où il pourrait être localisé et, surtout, de définir un business model viable. Il y a environ une petite vingtaine de sites envisageables. Ses résultats sont attendus au printemps.

Une fois l'adrénaline des Jeux retombée se pose souvent la question de la reconversion des athlètes, du suivi de leur carrière sportive. Ne sont-ils pas souvent livrés à eux-mêmes?

POB C'est un sujet qui me tient à cœur. Il faut encourager les entreprises à prendre des jeunes athlètes en stage, pour leur permettre de continuer à s'entraîner. Le return peut être énorme, car un athlète qui réussit, c'est toute l'entreprise qui en profite, en termes d'émulation, d'esprit d'équipe, de fierté. C'est hélas très peu exploité en Belgique. L'ancien médaillé d'or de judo (en 1980 à Moscou, NDLR), Robert Van Dewalle, avait lancé une initiative de ce type. Elle a été peu suivie. Nous avons donc développé un partenariat à la FEB, afin de sensibiliser les entreprises sur ce sujet.

Le budget du Comité olympique et interfédéral belge (COIB) s'élève à 8,5 millions d'euros par an. Mais lors d'une année olympique, comme en 2016, il passe à 12 millions d'euros. «Outre les activités marketing supplémentaires comme le programme Road to Rio (lire ci contre, NDLR) nous constituons aussi des réserves dans la perspective des Jeux et la Loterie nous offre un soutien spécifique, explique le CEO Philippe Vander Putten. Enfin, nous recevons de l'argent du Comité olympique international (CIO) via ses 'top sponsors', comme Coca-Cola, Visa ou McDonald's.» Le CIO se vante, en effet, de reverser plus de 90% de ses revenus aux comités olympiques locaux.

L'essentiel de ce budget est alimenté

par le secteur privé. En année olympique, les trois communautés représentent 13% des ressources et la Loterie nationale 18%, soit un petit tiers venant des pouvoirs publics. Les réserves pèsent 12%. Le principal vient donc des sponsors: ceux du COIB et ceux du CIO. «En année normale, la répartition est différente mais, dans l'ensemble, deux tiers de nos revenus viennent du privé», résume Philippe Vander Putten.

La crise est passée par là

«Que deux tiers des revenus du COIB viennent du privé, c'est un cas assez unique dans le monde, car les comités olympiques locaux sont majoritairement subsidiés par les pouvoirs publics, observe le président du COIB Pierre-Olivier Beckers. Nous, on est dans une logique inverse: si on veut soutenir des projets sportifs supplémentaires et développer l'image du sport de haut niveau, il faut aller chercher de l'argent dans le privé. C'est un travail beaucoup plus compliqué qu'il y a dix ans. Avant, les entreprises nous donnaient de l'argent dans un esprit de mécénat, sans attendre de retour. Aujourd'hui, les choses ont considérablement changé: les entreprises veulent du retour en termes de visibilité, d'activation. Tout euro investi doit être justifié. La crise est passée par là.»

Voilà pourquoi le COIB se doit d'être créatif en termes de marketing. L'arrivée, voici trois ans, de Philippe Vander Putten, un as de la discipline, n'est donc pas le fruit du hasard. «Nous essayons d'innover pour nos sponsors en termes de return. Je songe aux événements organisés autour du programme Road to Rio. Nous avons aussi lancé le concept d'ambassadeurs. Huit athlètes, dont les trois médaillés de Londres, se sont engagés à céder à nos sponsors leurs droits à l'image. Ils peuvent utiliser leur image et faire appel à leur présence lors d'événements.»

J.-F. S.